

Réponse d'Enedis à la consultation publique n°2025-03 du 27 mars 2025 portant sur la modification du cadre de régulation du FPE d'Electricité de Mayotte (EDM) à la suite du passage du cyclone Chido.

En préambule, et au-delà du sujet du FPE traité ci-après, Enedis tient à rappeler qu'elle a répondu présente à la sollicitation d'EDM à l'issue de la tempête Chido, en apportant un soutien significatif en moyens humains et en matériel pour accélérer le rétablissement de l'alimentation électrique de l'île de Mayotte. Il en a été de même pour d'autres événements climatiques récents intervenus sur d'autres territoires (Irlande, Ile de la Réunion, en particulier).

Par ailleurs, Enedis souhaite qu'une discussion soit engagée avec le régulateur sur la possibilité d'exclure, dans le calcul de certains indicateurs de régulation incitative d'Enedis, les périodes où les moyens d'Enedis sont mobilisés sur des territoires qui ne sont pas ceux de sa zone de desserte.

Question 1 : Êtes-vous favorable aux modalités de versement au titre du FPE d'EDM envisagées par la CRE pour le poste de charges d'exploitation relatives aux aléas climatiques du CRCP ?

Enedis souhaite tout d'abord rappeler que les dotations versées à EDM par le FPE doivent au préalable faire l'objet de contributions d'Enedis au FPE, l'équilibre du fonds étant par construction assuré par Enedis.

Dans le cadre tarifaire actuel, les contributions d'Enedis au FPE ont vocation à être couvertes par le TURPE via :

- la prise en compte de montants prévisionnels lors de l'élaboration du TURPE ;
- l'intégration au CRCP d'Enedis des écarts entre les montants réalisés et prévisionnels pour la part relevant de la péréquation établie à partir de l'analyse des comptes des gestionnaires de réseaux, dont EDM fait partie.

Compte tenu de ces éléments, Enedis n'est pas opposée aux modalités envisagées par la CRE d'intégrer aux dotations versées par le FPE à EDM le poste de charges d'exploitation relatives aux aléas climatiques du CRCP d'EDM, pour autant que ces charges excluent les dépenses liées à la phase de reconstruction.

S'agissant des montants intégrés au CRCP d'Enedis au titre des contributions au FPE visant à équilibrer les dotations versées à EDM, Enedis demande à la CRE que ces montants intègrent, en complément, les coûts de trésorerie liés à l'anticipation de ces versements, sur la base du taux sans risque court terme défini par la délibération TURPE 7 HTA-BT (soit 3,3% par an).

